La nature est un bien commun, pas une marchandise. Non à leur « économie verte » !

Texte de position pour la campagne « Économie verte » / Rio+20

mardi 8 mai 2012

En France, la campagne « La nature est un bien commun, pas une marchandise. Non à leur "économie verte" ! » s'inscrit dans le cadre de la campagne internationale « contre l'"économie verte" » lancée lors du Forum social thématique de Porto Alegre. Cette campagne rassemble 25 organisations (dont Adéquations) et des collectifs, qui appellent notamment à une large mobilisation dans toute la France le 20 juin 2012, journée d'action internationale.
Ci-dessous le texte de position de la campagne.
Plus d'infos sur http://nogreeneconomy.org

Une action de rue est organisée le 20 juin à 12h place de la Bourse à Paris. Profitez-en ! Toutes les grandes multinationales, les banques, et même la Banque Mondiale seront présentes… le tout dans une atmosphère très carnaval de Rio ! Munissez-vous de vos caméras et appareils photos, la scène promet d'être haute en couleurs et en musique pour les dernières heures de nos biens naturels.

Tou-te-s mobilisé-e-s vers le Sommet des peuples pour la justice sociale et écologique et la défense des biens communs !

Du 20 au 22 juin 2012 se tiendra à Rio de Janeiro la prochaine Conférence des Nations unies pour un développement durable. Vingt ans après le Sommet de la Terre de Rio en 1992, la dégradation écologique s'est accélérée, les inégalités se sont creusées et la crise actuelle, à la fois financière et économique, climatique, écologique, sociale mine les démocraties. Mais loin de faire le bilan, le projet de déclaration de cette Conférence, intitulé « Le futur que nous voulons », entend faire la promotion de « l'économie verte » présentée comme la solution aux multiples dimensions de la crise et à la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Cette « économie verte » n'est qu'un prolongement du modèle actuel et ne fera qu'approfondir les crises au lieu de les résoudre. Ça suffit ! Mobilisons-nous tous ensemble pour faire entendre nos voix et faire valoir nos alternatives !

C'est pourquoi, nous, associations, mouvements sociaux et écologistes, syndicats, étudiant-e-s, citoyen-ne-s indigné-e-s, … participerons au Sommet des peuples organisé au même moment à Rio de Janeiro (15–23 juin), ainsi qu'aux mobilisations citoyennes prévues dans de nombreux pays. Nous voulons décider de notre futur !

Une « économie verte » dans un contexte de crises

Deux thèmes sont à l'agenda des discussions des États à Rio : « une économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté » ; « un nouveau cadre institutionnel pour le développement durable ». Alors que le concept de développement durable voulait être un compromis entre les exigences écologiques de durabilité, celles de justice sociale et celles du développement, compromis qui s'est avéré intenable dans le monde actuel, la promotion de cette « économie verte » privilégie les logiques économiques et financières de

rentabilité, au détriment des choix politiques, de la justice sociale et de la durabilité.

Les propositions actuellement discutées sur la gouvernance mondiale montrent que les Nations unies ont renoncé à assumer leur rôle politique visant à assurer une coopération internationale au service des peuples, construite autour d'objectifs clairs et contraignants. Leur « gouvernance » se réduit à la mise en place d'un cadre institutionnel et juridique dont ont besoin les acteurs économiques et financiers pour faciliter et sécuriser leurs investissements et leur profitabilité dans l'« économie verte ». Le pouvoir grandissant des multinationales et des groupes de pressions industriels fait craindre leur plus grande immixtion dans les décisions onusiennes, à l'image du Forum Mondial de l'Eau dont Suez et Véolia sont à l'initiative. Dans ce cadre, on peut douter de la pertinence de la proposition de certains pays, dont la France, de doter l'ONU d'une Organisation mondiale de l'environnement (OME), alors que cette dernière n'aura ni moyens ni possibilité de faire du droit de l'environnement un droit supérieur au droit commercial et financier.

En outre, les promoteurs de cette « économie verte » affirment vouloir dissocier la croissance économique de la détérioration de l'environnement. Au nom de la conservation de la biodiversité, de la purification de l'eau (filtrage), de la pollinisation des plantes, de la protection des forêts et de la régulation du climat (stockage du carbone), ils considèrent comme essentiel de donner un prix aux fonctions écologiques qu'assurent les plantes, les animaux et les écosystèmes et de les transformer en « services » compartimentés, monétarisés et échangeables sur les marchés. Cela suppose la création de nouveaux droits de propriété sur les biens naturels et l'instauration de nouveaux marchés et instruments financiers (appelés « financements innovants »), supposés assurer la régulation des écosystèmes.

Cette « économie verte » est affichée comme une « gestion durable » de la nature et de la planète. Mais elle se résume en réalité à une vision de la nature comme capital à gérer de la manière la plus efficiente et comme un patrimoine à faire fructifier, ce qui présente de nombreux dangers pour les peuples et l'environnement. En pleine crise financière, cette « économie verte » n'est pas seulement une opération de greenwashing [1], mais une volonté d'étendre le modèle économique néo-libéral capitaliste à de nouveaux domaines. C'est une nouvelle étape dans la marchandisation et financiarisation de la vie en incluant la nature et ses fonctions dans le cycle du capital. Les populations locales subiront de plein fouet les impacts sociaux et environnementaux de cette nouvelle offensive d'appropriation des biens communs naturels. Leur « économie verte » abandonne, à ces logiques économiques d'exploitation du « capital naturel », tout objectif social, de création d'emplois et de choix d'investissement dans les services publics et l'accès aux biens communs.

Cette « économie verte » est déjà à l'œuvre et a déjà montré son échec et ses méfaits : marchés du carbone, agrocarburants, biopiraterie [2], etc. Elle ne résoudra fondamentalement aucune des multiples crises du monde actuel, ne répondra pas aux causes structurelles des inégalités et de la pauvreté, ni au chaos climatique et à la destruction de la biodiversité. Au contraire, elle les aggravera en perpétuant le modèle productiviste, construit sur la surexploitation des ressources naturelles, et qui bafoue les droits humains. Elle détourne la science et la recherche, et dévalorise les alternatives fondées sur les expériences et les savoirs locaux. Cette vision nourrit la croyance en des mécanismes de marché et des outils techno-scientifiques (biotechnologies, technologies de synthèse et géo-ingénierie) pour assurer une croissance illimitée. Alors que les crises financières et économiques font des ravages, les populations sont privées des possibilités et capacités de prendre les décisions nécessaires pour s'engager sur un chemin de transition démocratiquement défini, juste socialement et soutenable sur le plan écologique.

Le futur que *nous* voulons

Partout sur la planète, des résistances sociales et environnementales et des expériences de transition interrogent et mettent à mal ces logiques, tout en préfigurant l'alternative : réappropriation des biens communs (ex : luttes pour le droit à l'eau et à l'assainissement pour tous ; accès aux savoirs) ; expériences de transition énergétique avec une consommation sobre et efficace correspondant aux réels besoins et un abandon de l'énergie nucléaire ; relocalisation d'activités prioritairement à usage local et circuits courts de distribution et diffusion ; souveraineté alimentaire et pratiques agroécologiques ; monnaies locales,… Pour étendre et généraliser ces pratiques, et plus généralement financer la transition écologique et sociale au Nord comme au Sud, il n'y a pas d'autres solutions que de s'affranchir du pouvoir des multinationales et des secteurs financiers. C'est pourquoi nous affirmons que les biens naturels, tels que l'eau, les sols, l'air, etc. ne sont pas des marchandises et encore moins des actifs financiers. Ce sont des biens communs !

Face à la crise multidimensionnelle que nous vivons, dans un contexte d'extrêmes inégalités et de politiques d'austérité destructrices, nous voulons un changement profond de nos modes de production, de nos modes de vie basé sur la surconsommation, et de notre relation à la planète. Nous voulons une réelle transition pour des sociétés soutenables, qui assurent la justice sociale et écologique, qui remplacent la course effrénée à la croissance par le bien vivre et la sobriété, qui redonnent du sens au travail et assurent la création d'emplois décents, qui retrouvent une agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire, au lieu de sociétés qui se livrent une guerre sans fin pour l'accès et pour le contrôle des biens naturels. Nous affirmerons à Rio de Janeiro que le futur que nous voulons doit être celui d'une société des biens communs, fondée sur la reconnaissance des droits, le principe de partage et donnant priorité à la vie.

Un Sommet des peuples à Rio, une journée mondiale d'actions, des mobilisations en France

Une vaste coalition de près de 400 organisations brésiliennes rassemblées dans un comité brésilien de la société civile organise un **« Sommet des peuples pour la justice sociale et écologique, contre la marchandisation de la vie et pour la défense des biens communs », parallèlement à la conférence officielle, à Rio de Janeiro, du 15 au 23 juin. Le 20 juin, à l'occasion de l'ouverture de la Conférence des Nations unies, sera une journée mondiale d'actions décentralisées.**

Nous appelons toutes les organisations, associations, collectifs citoyens, à contribuer à la réussite de ces initiatives. **Nous appelons à la multiplication des initiatives et dynamiques citoyennes en amont et en écho à ce Sommet des peuples, pour dé-construire le discours sur l' « économie verte », alerter sur les enjeux de la Conférence et montrer qu'un autre futur est possible !**

Dans cette perspective, nous lançons en France **une campagne pour affirmer haut et fort que la nature n'est pas une marchandise, pour partager nos analyses et pour décrypter cette « économie verte ».** Nous le ferons à partir des luttes actuelles, telles que les mobilisations contre les gaz et huiles de schistes, les grands projets inutiles, le nucléaire, l'agro-industrie, et pour la justice sociale et écologique, etc. A leur « économie verte », nous opposerons nos propositions et expériences alternatives pour d'autres projets de sociétés fondés sur le partage et les solidarités. Nous appelons l'ensemble de la population à se saisir de ces enjeux et à participer à ces initiatives.

Cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre d'une campagne internationale contre l' « économie verte » lancée lors du Forum social thématique de Porto Alegre, appelle à **une large mobilisation dans toute la France le 20 juin 2012.**

Par ailleurs, nous proposons d'organiser une après-midi débat, « 6 heures pour la justice sociale et écologique », le 9 juin à Paris [lieu à confirmer].

Leur « économie verte » est un futur dont nous ne voulons pas. La nature n'est pas une marchandise, c'est un bien commun. Pour nos droits et les droits de la nature, pour la justice sociale et écologique, d'autres mondes sont possibles et nécessaires, réinventons-les ici et maintenant, à Rio de Janeiro et ailleurs !

Signataires :

Adéquations
Agir pour l'environnement
Aitec-Ipam
Artisans du Monde
Attac-France
Bizi !
Confédération paysanne
CRID
Cultures croisées
Développement local et synergies
Emmaüs International
Fondation Copernic
Forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR)
Fondation Femmes Africaines
Fondation Sciences Citoyennes
France Libertés
Fédération Syndicale Unitaire
Les Amis de la Terre
Mémoire des luttes
Réseau "Sortir du nucléaire"
Réseau féministe "Ruptures"
Ritimo
Union syndicale solidaires
Université Nomade
Vecam

Notes

[1] « Eco-blanchiment » ou « mascarade écologique », c'est-à-dire se donner une image écologique à travers le marketing – sans rien changer

[2] Biopiraterie : vol des ressources biologiques et des connaissances des communautés indigènes et traditionnelles par les firmes privées via le dépôt de brevets.

Copyright © Site de l'Association Adéquations - https://www.adequations.org/spip.php?article1818